

mon honorable ami que, depuis huit mois, on ne m'a pas demandé, en ma qualité de médecin, un seul certificat de santé pour quelqu'un qui se proposait de traverser la frontière. Il y a deux ou trois ans, longtemps avant que nous fussions entrés dans cette terrible période de stagnation, il m'arrivait régulièrement d'en remettre peut-être deux ou trois par année. Mes attaches de parti ne sont pas assez fortes pour m'engager à dire que, si nos Canadiens ne tentent pas de traverser la frontière, c'est que le gouvernement fait de notre pays un Eden; mais je déclare que vraisemblablement, voire même, indubitablement, la situation n'est pas rose sur l'autre rive du fleuve. J'aimerais beaucoup à apprendre de l'honorable sénateur de Montarville (l'honorable M. Beaubien) comment il explique que le Canada, après deux ou trois siècles de prospérité, ne renferme qu'une population de dix millions, tandis que les Etats-Unis, après environ le même laps de temps, ont cent vingt millions d'habitants. Est-ce parce que notre pays a été administré par les libéraux depuis le commencement? Il doit y avoir une autre raison, et je serais curieux de connaître l'opinion de mon honorable ami sur ce sujet. C'est un fait que le gouvernement qui s'est cramponné au pouvoir le plus longtemps était un gouvernement conservateur.

Ces jours derniers, on se demandait à qui incombait la grande responsabilité de trancher le problème du chômage. On disait ailleurs que c'était d'abord aux conseils municipaux, puis, aux gouvernements des provinces et, en troisième lieu, aux autorités fédérales. Cette doctrine est absolument saine, me semble-t-il. Il y a quelques jours à peine, un journal m'apprenait que, dans la ville voisine, à Hull, le conseil avait cru bon de concéder à des industriels les privilèges d'une cotisation fixe pendant plusieurs années. Le maire était d'avis que cette démarche contribuerait grandement à faire naître une ère de prospérité. En effet, elle placerait cette industrie sur un pied plus solide, augmenterait la confiance de ses directeurs et les porterait dans la suite à employer plus d'ouvriers. Voilà une municipalité qui s'occupe elle-même de remédier au manque de travail.

En terminant, je tiens à dire qu'à cette étape de notre histoire, il est souverainement important que tous les hommes de poids et tous les hommes d'action, au lieu de crier à la ruine, conseillent la confiance en nos ressources et en l'avenir brillant qui est réservé au Canada. J'aime mieux écouter la voix révéree de l'un de nos plus grands et plus vénérables vieillards qui, âgé de quatre-vingt-neuf ans, disait, il a

quelques jours, à Toronto, dans la péroraison d'un discours: "J'ai encore le matin dans l'âme".

L'honorable G.-D. ROBERTSON: Honorables messieurs, les commentaires de l'honorable préopinant m'indiquent qu'il a certainement pris la peine de s'assurer de l'état de choses qui existe dans sa région; mais, je me demande s'il a clairement et intimement conscience de la situation qui règne dans toutes les autres parties du Canada. Je n'entends pas discuter longuement les assertions de ceux qui m'ont devancés, n'ayant pas le dessein de prolonger ce débat. Je désire, cependant, traiter des sujets qui intéressent vraiment la population canadienne, sujets beaucoup plus graves que d'honorables sénateurs semblent le croire.

Etant absent hier, je n'ai pas eu le plaisir d'entendre l'honorable sénateur de Montarville (l'honorable M. Beaubien), mais les critiques et les réponses que son discours a provoquées me font comprendre qu'il a assez fidèlement dépeint la situation et qu'il n'a pas entièrement contenté nos honorables collègues de la droite. On ne saurait nier que le discours du Trône soit bizarre en ce qu'il diffère de tout ce que j'ai entendu pendant ma carrière parlementaire. En effet, il s'occupe presque exclusivement du passé et fait à peine mention de l'avenir, et ce, en des termes très vagues et peu compromettants.

Pourtant, il y a deux ou trois sujets principaux qui, à mon sens, méritent d'être discutés et examinés sérieusement par tous les habitants du Canada, indépendamment de leurs attaches politiques, parce qu'ils désirent découvrir, si faire se peut, ce qui cloche et les raisons de la situation actuelle de ce jeune pays, aux ressources naturelles encore intactes, à la population virile, qui procurerait à tous ses citoyens du travail et du bonheur, si des plans convenables étaient arrêtés par le ministère. Dans l'exécution de tels plans, notre population peu nombreuse trouverait des emplois lucratifs.

Dans le peu que j'ai à dire, je critiquerai d'abord vertement l'assertion que la prospérité se maintient au Canada. Je m'étonne vraiment qu'un gouvernement ait l'audace de le déclarer au public dans les présentes circonstances. Cependant, vu que le Gouvernement lui-même, dans le discours qu'il a prié Son Excellence de prononcer à l'ouverture des Chambres, s'attache plus au passé qu'à l'avenir, je tiens pour acquis qu'il ne pourrait pas critiquer, et qu'il ne critiquera pas, un examen rétrospectif remontant à quelques années en arrière.